

1983-84



Ministère du Tourisme et des Loisirs Programmes de planification et de subventions d'immobilisation

touchant les loisirs, les sports
et la condition physique.



Ministère du
Tourisme et
des Loisirs

Province de l'Ontario
Queen's Park
Toronto, Canada
M7A 2E5

L'hon. Reuben C. Baetz
Ministre
John R. Sloan
Sous-ministre



This publication is available in English
from your local Ministry of Tourism and
Recreation office.



12e étage
1200 rue Bay
Toronto, Ontario
Canada M5R 2A5
416/963-1401

Ministre

Ministère du
Tourisme et
des Loisirs

PRÉFACE

J'ai le plaisir d'annoncer les programmes de planification et d'immobilisation du ministère du Tourisme et des Loisirs en matière de loisirs, sports et condition physique pour 1983-1984 .

Mes objectifs en ce qui concerne ces programmes sont bien définis: je cherche à encourager et à appuyer vos efforts en vue d'atteindre de nouvelles normes d'excellence dans le domaine des activités de loisirs, de sports et de condition physique grâce à des installations communautaires améliorées et bien conçues.

Les programmes de planification et d'immobilisation pour 1983-1984 appuieront des initiatives exceptionnelles destinées à renforcer les services de loisirs, de sports et de condition physique en Ontario. Les programmes permettront à votre communauté d'établir les bases d'une coopération et d'une efficacité accrues entre les services de loisirs municipaux et les organismes locaux. Ils aideront à rénover les installations de loisirs qui ne sont plus à même de satisfaire autant que par le passé aux besoins de votre communauté. Et ils susciteront des réactions nouvelles et innovatrices aux conditions sociales et économiques changeantes.

C'est avec plaisir que j'anticipe de travailler avec vous à notre entreprise commune pour mettre sur pied les services de loisirs que demande notre bien-être.

Je vous prie de bien vouloir agréer l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,

Reuben C. Baetz

Le 1^{er} avril 1983



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115469314>



Table des matières

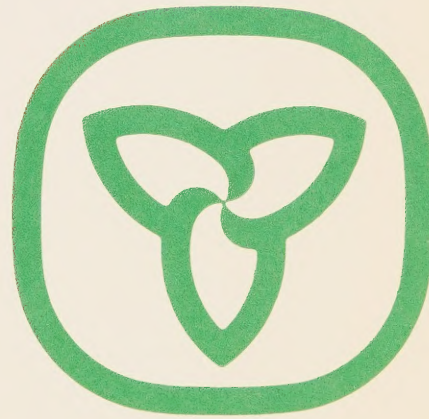
Avant-propos

Table des matières

Introduction

1. Programme de planification des loisirs communautaires
2. Programme établi en application de la loi sur les centres de loisirs communautaires (*the Community Recreation Centres Act*)
3. Programme de subventions d'immobilisation WINTARIO touchant les loisirs, les sports et la condition physique

Bureaux du ministère du Tourisme et des Loisirs





Introduction

Programmes de planification et de subventions d'immobilisation de 1983-1984 touchant les loisirs, les sports et la condition physique

Ce guide a pour but de vous fournir des renseignements détaillés sur les programmes de planification et de subventions d'immobilisation de 1983-1984 du ministère du Tourisme et des Loisirs touchant les loisirs, les sports et la condition physique.

Dans l'introduction, vous trouverez une brève description des trois programmes de planification et de subventions d'immobilisation. Elle vous aidera à déterminer quels programmes sont susceptibles d'intéresser votre collectivité et vous indiquera les dates limites dans chaque cas.

Pour de plus amples renseignements sur un programme particulier, veuillez consulter la section du guide qui donne des renseignements détaillés.

Dans tous les cas, vous pouvez obtenir de l'aide supplémentaire. Pour avoir de plus amples renseignements et vous procurer des formules de demande, veuillez communiquer avec le conseiller chargé des programmes communautaires au bureau local du ministère du Tourisme et des Loisirs qui dessert votre région. Une liste complète des bureaux du ministère se trouve à la fin de ce guide.

Programme de planification des loisirs communautaires



Programme établi en application de la loi sur les centres de loisirs communautaires



Le programme de subventions d'immobilisation Wintario touchant les loisirs, les sports et la condition physique



Le PROGRAMME DE PLANIFICATION DES LOISIRS COMMUNAUTAIRES permet d'appuyer les activités de planification qui visent l'établissement de services récréatifs destinés à l'ensemble de la collectivité, ou qui mettent l'accent sur des questions particulières touchant certaines installations ou la façon dont elles sont exploitées. Il permet donc au ministère d'aider les municipalités et les organismes désireux d'adopter une *conduite planifiée relativement à l'accroissement des immobilisations et à l'exploitation des services de loisirs.*

La LOI SUR LES CENTRES DE LOISIRS COMMUNAUTAIRES (*the COMMUNITY RECREATION CENTRES ACT*) encouragera les municipalités à choisir et à réaliser des projets de *rénovation* définis comme projets prioritaires pour 1983-1984. En application de la loi, le ministère apportera un appui financier prioritaire aux municipalités pour les aider à améliorer les centres de loisirs communautaires existants en fonction des besoins de la collectivité.

Le PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION WINTARIO TOUCHANT LES LOISIRS, LES SPORTS ET LA CONDITION PHYSIQUE accordera la priorité aux *nouveaux projets qui représentent une innovation* pour la collectivité. Les municipalités et les organisations communautaires pourront obtenir une aide financière pour mener à bien des projets particulièrement intéressants qui répondent aux besoins nouveaux de la collectivité à la suite de changements sociaux et économiques.



Préparation à la demande

Il vous faudra procéder à une analyse attentive des besoins de votre collectivité afin de présenter une demande qui corresponde aux buts visés. Au tout début, nous vous conseillons de discuter du projet envisagé avec le conseiller chargé des programmes communautaires. Cette consultation vous aidera à identifier les points forts de votre projet et les questions particulières qui peuvent demander réflexion.

Demande

Pour faire une demande aux termes de l'un des trois programmes décrits dans ce guide, veuillez lire la section du guide qui s'y rapporte, puis demandez et remplissez une formule générale intitulée "Demande de subvention" et la formule de demande correspondant au programme choisi.

Pour vous procurer la formule générale ainsi que les formules correspondant à chacun des programmes, adressez-vous au bureau local du ministère du Tourisme et des Loisirs.

Marche à suivre

1. Remplissez la formule générale intitulée "Demande de subvention".
2. Remplissez la formule de demande correspondant au programme choisi. Notez qu'il y a une formule de demande distincte pour chaque programme.
3. Assurez-vous que les renseignements fournis sur chaque formule sont exacts et complets. Avez-vous annexé les documents qui doivent être joints à la demande?
4. Envoyez la formule intitulée "Demande de subvention" et la formule de demande correspondant au programme choisi, dûment remplies, au bureau local du ministère du Tourisme et des Loisirs bien avant la date limite fixée pour le programme. Le conseiller chargé des programmes communautaires vous enverra un accusé de réception si votre demande est dûment remplie.



Dates limites

Veillez noter, pour chaque programme, la date limite de réception des demandes:

pour le programme établi en application de la loi sur les centres de loisirs communautaires – le 15 septembre 1983;

pour le programme de subventions d'immobilisation Wintario – le 30 septembre 1983.

Pour le programme de planification des loisirs communautaires, les demandes sont acceptées de façon continue.

Il est essentiel que votre demande soit remplie comme il faut pour que votre projet soit pris en considération. Allouez suffisamment de temps pour la discussion dans votre collectivité et avec le ministère.

Évaluation des demandes

Les demandes font l'objet d'une évaluation attentive selon les critères relatifs à chacun des programmes. Le ministère est conscient de l'importance de chaque projet. En tenant compte des fonds disponibles, il cherche à encourager les projets particulièrement intéressants qui permettront d'améliorer les possibilités offertes en matière de loisirs, de sports et de culture physique en Ontario.

Acceptation des demandes

Le ministre du Tourisme et des Loisirs fera savoir en janvier 1984 quels sont les projets approuvés aux termes du programme établi en application de la loi sur les centres de loisirs communautaires et du programme de subventions d'immobilisation WINTARIO. Les demandes relatives au programme de planification des loisirs communautaires seront étudiées sans interruption d'ici au 31 mars 1984 et les décisions à ce sujet seront prises au fur et à mesure.

Pour plus de renseignements

Veillez communiquer avec le conseiller chargé des programmes communautaires au bureau du ministère du Tourisme et des Loisirs qui dessert votre collectivité. La liste de ces bureaux figure à la fin du guide.



**Programme de
planification
des loisirs
communautaires**

les municipalités, les organismes sans but lucratif légalement constitués, les conseils de bande d'Indiens, les conseils scolaires situés dans les territoires non municipalisés et les régies locales de services publics



**Programme établi
en application de
la loi sur les
centres de loisirs
communautaires
(the Community
Recreation Centres Act)**

les municipalités, les conseils de bande d'Indiens, les régies locales de services publics, les conseils scolaires situés dans les territoires non municipalisés et les groupes sans but lucratif légalement constitués situés dans les territoires non municipalisés



**Programme de
subventions
d'immobilisation
Wintario touchant
les loisirs, les
sports et la
condition physique**

les municipalités, les organismes sans but lucratif légalement constitués, les conseils de bande d'Indiens, les régies locales de services publics et les conseils scolaires situés dans les territoires non municipalisés

Projets admissibles	Projets prioritaires	Date limite de demande	Annonces (révisions approbations)
<ul style="list-style-type: none"> • les plans d'ensemble • les études de faisabilité • les études relatives à l'exploitation 	les études de planification qui mettent l'accent sur la coopération et la coordination	le 31 mars 1984	continuellement
l'aménagement de: <ul style="list-style-type: none"> • centres communautaires • terrains de jeux • courts de tennis • piscines intérieures/ extérieures • centres de ski • patinoires intérieures/ extérieures • pistes de culture physique • gymnases • centres culturels 	la rénovation de centres de loisirs communautaires existants	le 15 septembre 1983	janvier 1984
la construction de tous types d'installation pour les loisirs, les sports et la culture physique	les installations communautaires nouvelles et originales	le 30 septembre 1983	janvier 1984

Étapes à suivre pour qu'un projet puisse bénéficier de subventions

Étape 1

Préparez-vous

- Déterminez les questions à l'ordre du jour de votre collectivité.
- Définissez les problèmes.
- Choisissez les chefs de groupe.

Étape 2

Recueillez des informations

- Recueillez des données.
- Examinez les tendances.
- Examinez les ressources existantes.

Étape 3

Déterminez quels sont les besoins prioritaires

- Faites participer la collectivité.
- Déterminez ensemble les objectifs à court et à long terme.

Étape 4

Analysez les solutions possibles

- Comment pouvez-vous répondre aux besoins prioritaires?
- Examinez les solutions possibles avec d'autres organismes.
- Décidez d'un plan d'action.

Étape 5

Raffinez le plan

- Dressez le budget nécessaire au projet.
- Déterminez quels sont les frais d'exploitation prévus.
- Organisez la structure administrative.
- Identifiez toutes les sources de financement.
- Continuez à demander l'appui de la collectivité.

Étape 6

Poursuivez les démarches

- Obtenez les approbations.
- Présentez la demande.

Programme de planification des loisirs communautaires

Table des matières

Vue d'ensemble

Quels sont les objectifs du
programme?

Qu'est-ce que la planification
des loisirs?

Qui peut faire une demande?

Quels sont les projets
admissibles?

Quelle est la formule de
financement?

Comment faire une demande?



Vue d'ensemble

Votre municipalité ou organisation devra-t-elle faire face à des tâches difficiles au cours de la prochaine décennie? Votre collectivité veut-elle améliorer son processus de prise de décision? Si oui, il se peut que vous puissiez tirer avantage du programme de planification des loisirs communautaires, financé par WINTARIO.

Les Ontariens réalisent combien il est important d'avoir des services de loisirs qui répondent aux besoins de la collectivité et dont l'exploitation témoigne d'une saine gestion. Afin d'encourager la création de meilleurs services communautaires, le programme de planification des loisirs communautaires permet de financer certaines activités originales de planification des loisirs.

Ce programme appuie les initiatives des municipalités et des organismes communautaires de l'Ontario visant à accroître la coopération et la coordination, et donc l'efficacité et le rendement. Le programme appuie les activités de planification qui permettent de mieux renseigner les responsables des prises de décisions sur les besoins et les ressources.

Le programme de planification des loisirs communautaires prévoit une aide financière pour payer une partie des coûts entraînés par le recours à des spécialistes chargés d'organiser l'avenir des services de loisirs. Ce guide contient des renseignements importants au sujet de ce programme. Pour de plus amples renseignements, toutefois, veuillez vous adresser au bureau local du ministère du Tourisme et des Loisirs.

Quels sont les objectifs du programme?

Le programme de planification des loisirs communautaires a pour but d'accroître l'efficacité des services de loisirs communautaires en Ontario. Il vise à aider les municipalités et organisations à planifier afin qu'elles puissent:

- mieux répondre aux besoins de la collectivité;
- gérer plus efficacement les services de loisirs;
- accroître la coopération et la coordination;
- utiliser les ressources communautaires de façon optimale.

Le programme est fondé sur le principe que la planification permet de résoudre les problèmes et qu'il est plus facile de les résoudre lorsque les questions sont envisagées dans le contexte des services de loisirs destinés à l'ensemble de la collectivité.

La municipalité aura sans doute le rôle principal dans l'établissement des services de loisirs communautaires, mais de nombreux autres organismes et organisations intéressés y participeront également.

Le programme de planification des loisirs communautaires a pour but de favoriser la modification, le renouvellement et l'intégration des services de loisirs existants ainsi que la collaboration pour l'établissement de services futurs. Il vise à subventionner les activités de planification qui ne pourraient se concrétiser autrement.

Les fonds de WINTARIO sont accordés pour les projets qui respectent les principes généraux suivants:

Attribution – les fonds de WINTARIO servent à appuyer les activités de mise en condition physique, les sports, les loisirs et les entreprises culturelles.

Participation – le but des projets WINTARIO est d'encourager les initiatives qui sont appuyées par les collectivités, comme en témoignent les cautions locales, les collectes de fonds et autres initiatives.

Non-substitution – les fonds de WINTARIO n'ont pour but ni d'éliminer ni de diminuer la part des programmes courants du gouvernement dans le même domaine.

Non-dépendance – les organisateurs du projet doivent prouver qu'ils reçoivent une autre aide financière que celle de WINTARIO pour les frais courants.

But non lucratif – les subventions WINTARIO doivent servir à des projets d'intérêt public et elles ne s'appliquent pas aux entreprises de caractère privé ou lucratif.

Accessibilité – les avantages que procurent les projets subventionnés par WINTARIO doivent être offerts à l'ensemble de la collectivité.

Le programme de planification des loisirs communautaires a pour but de financer des activités de planification qui, en plus de respecter les principes généraux, mettent l'accent sur:

La participation de la collectivité – il faut que votre collectivité saisisse l'importance actuelle des services de loisirs pour pouvoir planifier l'avenir.

La coopération et la coordination – toutes les organisations et tous les organismes communautaires qui offrent des services de loisirs doivent planifier ensemble.

Les initiatives – la planification donne lieu à des initiatives puisqu'elle aide la collectivité à prendre des décisions.

L'innovation – le programme de planification des loisirs communautaires encourage le recours à de nouvelles méthodes efficaces et appropriées pour résoudre les problèmes.

L'aspect financier – les coûts immédiats et à long terme du projet et les avantages qu'apporte l'amélioration des services de loisirs doivent être mis en balance de façon à ce que soient prises des décisions responsables.

Qu'est-ce que la planification des loisirs?

La planification favorise la communication au sujet des services de loisirs. Elle peut aider les membres de votre collectivité à mieux comprendre les questions touchant les loisirs et à échanger leurs vues dans ce domaine. Par la suite, une décision réaliste pourra être prise pour déterminer lequel des choix offerts sera le plus avantageux pour la collectivité.

La planification des loisirs est un processus de résolution des problèmes. Elle suppose que l'on se fixe des objectifs, puis qu'on examine comment utiliser au mieux les ressources physiques, financières et humaines disponibles en vue de les réaliser. Les techniques et méthodes utilisées doivent correspondre à la situation de chacun.

La planification permet à votre collectivité de mieux comprendre les services de loisirs afin de déterminer la meilleure ligne de conduite pour l'avenir.

Qui peut faire une demande?

Les municipalités, les organisations à but non lucratif légalement constituées, les conseils scolaires situés dans les territoires non municipalisés, les conseils de bandes d'Indiens et les régies locales de services publics peuvent faire une demande d'aide financière dans le cadre du programme de planification des loisirs communautaires.

Quels sont les projets admissibles?

Les études de planification qui peuvent bénéficier du programme de planification des loisirs communautaires se regroupent en trois catégories générales:

Planifications globales en matière de loisirs – examen approfondi et axé sur l'avenir des services de loisirs communautaires, généralement sous la direction de la municipalité, et auquel participent tous les organismes qui offrent des services de loisirs communautaires.

Études de faisabilité – études détaillées d'un besoin ou d'une question particulière, se rapportant généralement à des installations, qui définissent les coûts et les avantages de diverses solutions possibles.

Évaluation des exploitations – études d'installations et de programmes existants afin d'identifier des moyens d'améliorer leur utilité et leur rendement.

Les activités suivantes ne peuvent pas bénéficier du programme de planification des loisirs communautaires:

les levés topographiques et les levés de terrains, les études techniques détaillées, les dessins d'architecture préliminaires, les dessins et devis d'exécution, l'élaboration de politiques relatives au plan officiel ou la modification de ce plan et toute autre étude relative à la planification qui n'est pas centrée sur les loisirs.

Quelle est la formule de financement?

Dans le cadre du programme de planification des loisirs communautaires, l'aide financière peut atteindre 50 pour cent du coût des études de planification admissibles dans les collectivités de plus de 5 000 habitants et 75 pour cent, dans les collectivités de moins de 5 000 habitants. Les dépenses admissibles comprennent:

- le recours aux experts;
- le salaire du personnel à court terme;
- la présentation et l'impression du rapport, pour faciliter la communication, des résultats de l'étude.

Remarque: Le travail bénévole n'est *pas* compris dans le coût total de l'étude de planification.

Comment faire une demande?

On peut obtenir une aide financière pour des études de planification des loisirs en suivant les quatre étapes décrites ci-dessous. Veuillez prendre note que l'aide financière ne s'applique qu'aux activités de planification des loisirs décrites dans ce guide et que le montant de la subvention dépend de la disponibilité des fonds.

1. **Besoin de planification** – identifiez les problèmes et voyez si la planification peut aider à les résoudre. Le conseiller chargé des programmes communautaires sera en mesure de vous aider à ce stade initial.
2. **Délimitation de l'étude** – discutez avec le conseiller chargé des programmes communautaires de la portée et du contenu de l'étude envisagée et établissez des coordonnées qui soient mutuellement acceptables.
3. **Demande** – remplissez la formule de demande d'admissibilité au programme de planification des loisirs communautaires et joignez-y une description des coordonnées et les estimés du coût de l'étude arrêtés d'un commun accord. Une fois la formule dûment remplie, remettez-la au conseiller.
4. **Décision** – le ministre du Tourisme et des Loisirs examine votre demande et vous informe de sa décision concernant l'étude envisagée.

Il ne s'agit là que des grandes lignes des étapes du processus de planification touchant l'aide financière prévue dans le cadre du programme de planification des loisirs communautaires. Si vous avez besoin d'aide dans d'autres domaines, comme la formation de l'équipe chargée de l'étude, la rédaction des coordonnées de l'étude, le choix d'un expert-conseil, les moyens à employer pour vous assurer la collaboration de la collectivité, les méthodes de mise en oeuvre et autres questions, veuillez communiquer avec le conseiller chargé des programmes communautaires.



Programme établi en application de la loi sur les centres de loisirs communautaires

Table des matières

- Vue d'ensemble
- Qui peut faire une demande?
- Quels sont les projets admissibles?
- Quelle est la formule de financement?
- Comment faire une demande?
- Quelles sont les conditions?



Vue d'ensemble

La *loi sur les centres de loisirs communautaires* donne au ministre du Tourisme et des Loisirs le pouvoir de fournir une aide financière aux municipalités et à certains organismes qui ont établi, par voie de règlement, des centres de loisirs communautaires.

Le présent guide constitue un résumé pratique des dispositions de la *loi sur les centres de loisirs communautaires*. Pour toute référence plus précise, veuillez vous reporter au texte anglais de la loi. Vous pouvez en obtenir des exemplaires auprès du bureau du ministère du Tourisme et des Loisirs qui dessert votre communauté. *Community Recreation Centres Act*, statuts révisés de l'Ontario, 1980, chapitre 80 tel qu'il est modifié par le chapitre 7, l'annexe et le règlement 117 de 1982 des règlements refondus de l'Ontario de 1980.

Qui peut faire une demande?

Peuvent bénéficier de ce programme les municipalités (ou groupe de municipalités), les régies locales de services publics, les conseils de bandes d'Indiens, les conseils de l'éducation situés dans les territoires non municipalisés et les sociétés approuvées situées dans les territoires non municipalisés.

Les conseils de l'éducation situés dans les territoires municipalisés ne sont admissibles à une aide financière en faveur des centres déjà établis, que depuis le 1^{er} avril 1975.

Quels sont les projets admissibles?

Les projets qui comportent la construction, la transformation, l'agrandissement, l'acquisition par achat, location à bail ou autrement, ou la rénovation d'un centre de loisirs communautaires peuvent bénéficier d'une aide financière.

Les centres de loisirs communautaires comprennent:

- 1) les salles communautaires;
- 2) les terrains de jeux extérieurs utilisés pour des activités multiples;
- 3) les courts de tennis réglementaires;
- 4) les piscines intérieures et extérieures;
- 5) les centres de ski alpin;
- 6) les stades de patinage extérieur ou intérieur;
- 7) les pistes et les installations de culture physique;
- 8) les gymnases;
- 9) les centres culturels qui comprennent un auditorium, une galerie d'art, des installations permettant la présentation d'arts figuratifs et de créations artistiques.

Veuillez prendre note qu'en 1983-1984, on accordera la priorité aux projets visant à la rénovation et à l'amélioration de centres de loisirs communautaires existants.

Quelle est la formule de financement?

La loi habilite le ministre à accorder une aide financière représentant 25 pour cent des coûts approuvés, jusqu'à concurrence de 75 000 \$ par installation. Lorsqu'il y a une entente entre plusieurs municipalités pour l'établissement conjoint d'un centre de loisirs communautaires, chaque municipalité est admissible à ladite subvention proportionnellement à sa contribution.

Comment faire une demande?

Vous devez discuter des demandes d'aide financière en application de la *loi sur les centres de loisirs communautaires* avec le conseiller chargé des programmes communautaires. Cette discussion aidera à déterminer si le projet est valable aux termes des priorités de financement stipulées dans la loi.

Le ministère reçoit les demandes dûment remplies à partir du 1^{er} avril 1983 jusqu'au 15 septembre 1983 inclusivement. Les annonces relatives aux subventions approuvées se feront en janvier 1984, une fois que toutes les demandes auront été étudiées.

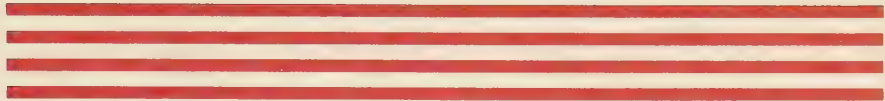
Quelles sont les conditions?

La *loi sur les centres de loisirs communautaires* fixe un certain nombre de conditions touchant les centres de loisirs communautaires établis et financés en application de la loi. Ces conditions s'appliquent entre autres aux domaines suivants:

- les règlements ou résolutions visant à établir un centre de loisirs communautaires.
- la propriété du centre de loisirs communautaires.
- les méthodes de demande et de paiement.
- la gestion du centre de loisirs communautaires.
- l'aide aux conseils de bandes d'Indiens et aux localités non municipalisées.

Les conditions ci-dessus, entre autres, sont décrites en détail dans la *loi sur les centres de loisirs communautaires*. Pour toute référence plus précise, veuillez vous référer au texte anglais de cette loi *Community Recreation Centres Act*, statuts révisés de l'Ontario de 1980, chapitre 80 tel qu'il est modifié par le chapitre 7, l'annexe et le règlement 117 de 1982 des règlements refondus de l'Ontario de 1980.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le bureau local du ministère du Tourisme et des Loisirs.



Programme de subventions d'immobilisation Wintario touchant les loisirs, les sports et la condition physique

Table des matières

Vue d'ensemble

Quels sont les objectifs du programme?

Qui peut faire une demande?

Quels sont les projets admissibles?

Quels sont les coûts pouvant donner lieu à une subvention?

Quelle est la formule de financement?

Comment faire une demande?

Comment les projets d'immobilisation sont-ils évalués?

Comment pouvez-vous financer le reste du projet?

Quels sont les frais d'exploitation prévus?

Quelles sont les exigences du ministère concernant les choix et les appels d'offres?

Quelles sont les conditions?



Vue d'ensemble

Le programme de subventions d'immobilisation Wintario vise à favoriser l'établissement dans toute la province d'installations destinées aux sports, aux loisirs et à la mise en condition physique qui soient nouvelles et représentent une innovation pour la collectivité.

Par "nouvelle", nous entendons une installation pour les sports, les loisirs ou la mise en condition physique dans une collectivité qui en est dépourvue.

Par "innovation", nous entendons une installation possédant des caractéristiques uniques, nouvelles ou originales qui rehausseront d'autant les services offerts aux usagers dans le domaine des sports, des loisirs et de la condition physique.

Le présent guide est conçu pour vous aider à donner au ministère les renseignements voulus touchant votre projet d'immobilisation. Si vous voulez en discuter ou si vous avez des questions concernant ce guide, les formules de demande ou d'autres types de subventions d'immobilisation, veuillez communiquer avec l'un des bureaux du ministère énumérés à la fin du guide. Les formules remplies doivent être envoyées au bureau local du ministère du Tourisme et des Loisirs.

Quels sont les objectifs du programme?

Les projets qui satisfont à au moins un des objectifs suivants du programme de subventions d'immobilisation Wintario sont admissibles à une aide financière:

- Stimuler la mise en oeuvre de projets innovateurs qui répondent aux besoins des participants et de la collectivité.
- Accroître les aptitudes et le plaisir du participant/compétiteur sportif.
- Favoriser la viabilité du projet du point de vue économique et opérationnel.
- Améliorer sur les plans qualitatif et quantitatif les installations destinées aux sports, aux loisirs et à la mise en condition physique dans toute la province.
- Offrir à tous les membres de la collectivité l'égalité d'accès aux programmes et aux installations destinées aux sports, aux loisirs et à la mise en condition physique.

Qui peut faire une demande?

Les municipalités, les organisations constituées sans but lucratif, les conseils scolaires situés dans les territoires non municipalisés, les conseils de bandes d'Indiens et les régies locales de services publics peuvent soumettre une demande de subvention d'immobilisation Wintario. Les organisations sans but lucratif doivent être constituées depuis un an au moins avant de pouvoir présenter une demande. Les organisations doivent présenter une résolution autorisant le projet ainsi que la demande d'une subvention WINTARIO.

Quels sont les projets admissibles?

Toutes les demandes de subvention d'immobilisation WINTARIO sont étudiées d'après les principes énoncés ci-dessous.

Attribution – Les fonds de WINTARIO ne peuvent financer que des activités et des installations de l'Ontario en rapport avec les sports, les loisirs ou la mise en condition physique.

Participation – Le but des projets WINTARIO est d'encourager les initiatives qui sont appuyées par les collectivités, comme en témoignent les apports recueillis localement sous forme d'argent, de travail ou d'autres ressources.

Non-substitution – Les fonds de WINTARIO ont pour but d'accroître nos possibilités quant à la promotion et l'encouragement des sports, des loisirs et de la mise en condition physique. Ils ne visent ni à éliminer ni à diminuer la part des programmes courants du gouvernement dans ce domaine.

Non-dépendance – Pour bénéficier des subventions WINTARIO, les organisateurs des projets doivent prouver qu'ils reçoivent une autre aide financière que celle de WINTARIO pour les frais courants.

But non lucratif – Les subventions WINTARIO doivent servir à des projets d'intérêt public et elles ne s'appliquent donc pas aux initiatives de caractère privé et lucratif.

Accessibilité – Les avantages que procurent les projets subventionnés par WINTARIO doivent être offerts au grand public.

Quels sont les coûts pouvant donner lieu à une subvention?

1. Achat de terrains et de bâtiments
 - requis pour un projet d'immobilisation immédiat
 - peuvent comprendre des terrains additionnels pour le stationnement, les emprises
2. Honoraires
 - avocat (pour l'achat de terrains et de bâtiments)
 - arpenteur
 - évaluateur
 - architecte
 - ingénieur (analyse du sol, vérification des structures, inspection des bâtiments, rapports)
 - expert-conseil (dans un domaine particulier)
 - directeur de projet
 - conseiller en coûts (mètreur vérificateur)
3. Concours d'architectes
4. Permis et inspections municipales
5. Dépôt des soumissions (appel d'offres)

6. Location d'un bureau de chantier (location de services)

7. Coûts de construction directement reliés au projet:

- démolition
- branchement de services
- travaux d'excavation et de terrassement
- location d'équipement
- matériaux
- main-d'oeuvre
- entrepreneur (frais généraux/bénéfices)
- dépenses imprévues
- assurance
- chauffage et protection pour la construction en hiver
- inspections (analyses du béton, de l'acier)

Sont exclus les frais d'entretien et de réparation qui doivent faire partie d'un programme d'entretien ordinaire financé par le budget d'exploitation.

Sont également exclus les éléments d'installations qui ne servent pas directement à des activités sportives ou récréatives, ou de mise en condition physique.

8. Sont exclus les coûts associés aux mesures d'économie de l'énergie. Il est conseillé de discuter des projets d'économie de l'énergie avec le ministère de l'Énergie.

9. Équipement fixe: peut englober tout ameublement, appareillage ou matériel fixe installé en permanence et qui est nécessaire pour que l'on puisse exploiter ou utiliser les lieux à des fins précises.
- chauffage, aération et climatisation
 - dispositifs de sûreté, alarmes d'incendie, équipement sonore et vidéo
 - système d'éclairage
 - revêtements de plancher, finition intérieure
 - plaques d'immeuble ou panneaux de direction à l'intérieur

Sont exclus les frais d'entretien et de réparation qui doivent faire partie d'un programme d'entretien ordinaire financé par le budget d'exploitation. Sont également exclus les éléments d'équipement fixe qui ne servent pas directement à des activités sportives, récréatives ou de mise en condition physique.

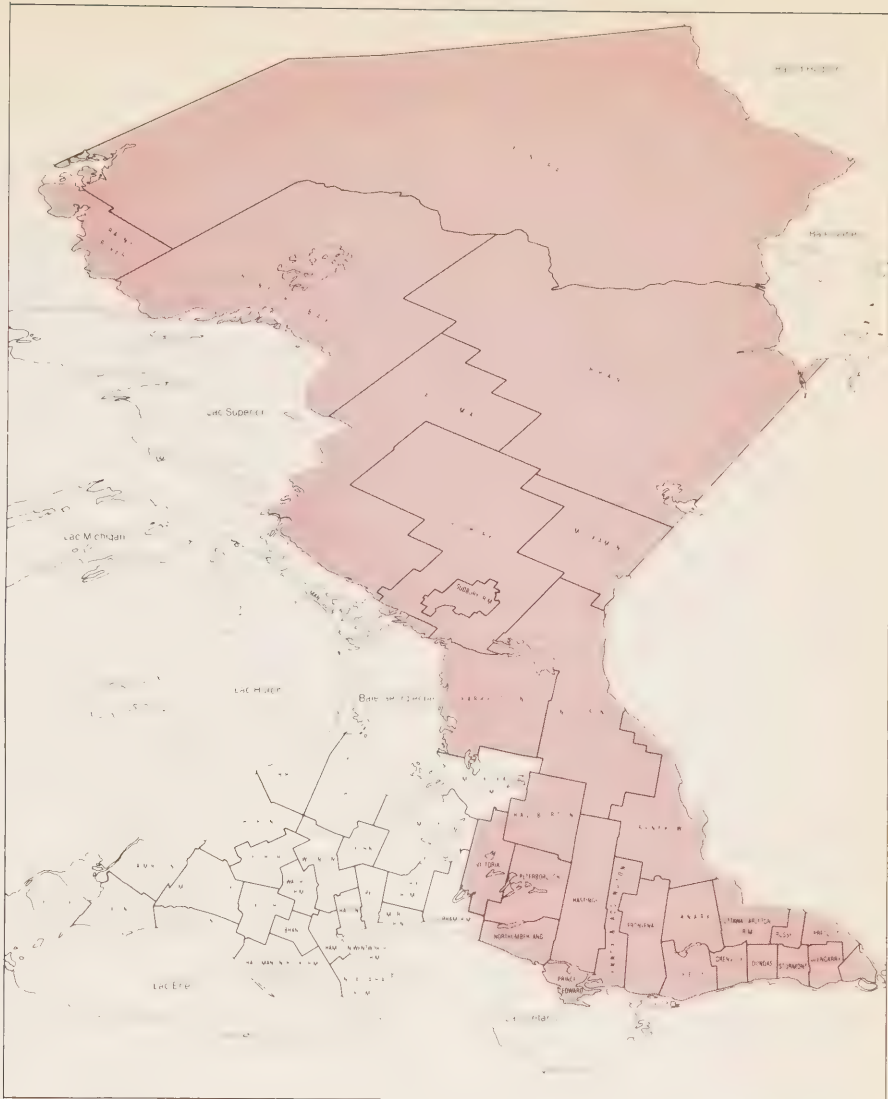
L'ameublement et les accessoires portatifs sont également exclus.

10. Les dépenses afférentes au financement du projet (p.ex., financement d'appoint, intérêts, collecte de fonds) ne donnent droit à aucune subvention.

Quelle est la formule de financement?

Dans le Nord et l'Est de l'Ontario, la subvention peut s'élever jusqu'à la moitié du premier million de dollars du coût net admissible du projet, après déduction de toutes les autres subventions provinciales ou fédérales approuvées, avec adjonction d'un dixième du coût net admissible qui excède un million de dollars.

Nord et Est de l'Ontario



Dans le Sud et l'Ouest de l'Ontario, le maximum peut atteindre un tiers du premier 1,5 million de dollars du coût net admissible du projet, après déduction de toutes les autres subventions provinciales ou fédérales approuvées, avec adjonction d'un dixième du coût net admissible qui excède 1,5 million de dollars.

Voyez sur la carte les limites géographiques afin de savoir quelle formule de financement s'applique à votre projet.

Vous pouvez demander une subvention inférieure au maximum auquel vous pouvez avoir droit. Quoi qu'il en soit, vous ne devez demander que les fonds dont vous avez besoin pour terminer votre projet car WINTARIO n'accorde pas de fonds supérieurs au montant nécessaire.

Comment faire une demande?

Il suffit de remplir la formule de demande en suivant les directives et de l'envoyer au bureau du ministère du Tourisme et des Loisirs qui dessert votre région. Vous pouvez obtenir des formules de demande et de plus amples renseignements auprès du bureau local du ministère.

Si vous demandez des fonds pour la prochaine année financière (1984-1985) du gouvernement provincial, vous devez faire parvenir votre demande entre le 1^{er} avril et le 30 septembre 1983.

Les projets d'immobilisation faisant l'objet d'une demande de subvention WINTARIO ne peuvent commencer que lorsque

le ministère a reçu et accepté une demande dûment remplie. La demande doit parvenir au ministère au plus tard le 30 septembre 1983.

Si le projet est commencé avant que le ministère accuse réception de la demande dûment remplie, cette dernière ne sera pas examinée.

Les dépenses préliminaires mineures (honoraires d'architectes, d'experts-conseils, etc.) engagées avant la date à laquelle le ministère accepte une demande de subvention dûment remplie ne sont pas considérées comme un commencement de projet. Toutefois, elles ne seront pas assimilées au coût du projet et ne donneront lieu à aucune subvention.

Une demande de subvention est considérée comme étant dûment remplie lorsque tous les renseignements demandés dans la formule ont été donnés.

L'octroi des subventions d'immobilisation WINTARIO dépend de la disponibilité des fonds de la loterie WINTARIO. Par conséquent, si le financement et la réalisation du projet dépendent des fonds de WINTARIO, on recommande vivement aux requérants de ne pas commencer les travaux et de ne passer aucun contrat tant que leur demande n'a pas été approuvée.

Comment les projets d'immobilisation sont-ils évalués?

Le ministère étudiera les demandes après le 30 septembre 1983. Les requérants qui présentent plus d'une demande doivent les classer par ordre de priorité. Toutes les demandes de subvention seront examinées dans le contexte des principes et des objectifs du programme de subventions d'immobilisation WINTARIO et en tenant compte des critères suivants:

- conformité du projet avec les objectifs du programme;
- conformité du projet avec les priorités et les objectifs de la municipalité concernant les sports, les loisirs et la mise en condition physique. On recommande aux organismes non municipaux de s'adresser aux municipalités pour faire confirmer que leur projet cadre avec le plan d'ensemble touchant la prestation de services récréatifs et qu'il complète les ressources locales publiques en matière de sports, de loisirs et de mise en condition physique;
- participation de la collectivité à la planification, à l'élaboration et à la mise en oeuvre du projet;
- montant et sources de financement des coûts d'immobilisation autres que WINTARIO;
- contribution de la collectivité tout entière et des usagers éventuels aux frais d'exploitation courants et aux frais d'entretien de l'installation;
- facilité d'accès de l'installation au grand public;
- amélioration qualitative et quantitative apportée aux services offerts en matière de sports, de loisirs et de mise en

condition physique de la collectivité;

- création de possibilités favorisant la formation d'associations entre les personnes concernées, les organismes publics et les autres organisations offrant des services en matière de sports, de loisirs et de mise en condition physique;
- redressement des déséquilibres existants dans les services offerts dans le domaine des sports, des loisirs et de la mise en condition physique;
- distribution équitable des fonds disponibles dans toute la province.

Il est à noter que le ministère se réserve un délai minimum de trois mois après la date limite fixée pour la remise des demandes, afin de bien étudier les dossiers et d'effectuer les consultations voulues.

Si le budget des immobilisations de WINTARIO prévoit une affectation de fonds pour financer votre projet au cours de l'année financière suivante, le ministre vous en informera par écrit. La subvention sera calculée conformément à la formule de financement et en tenant compte du coût approximatif du projet indiqué dans la demande.

Un montant maximum est fixé pour chaque subvention et il ne peut faire l'objet d'aucune augmentation si, pour quelque raison, le coût du projet devait augmenter par la suite.

Comment pouvez-vous financer le reste du projet?

Vous devez prouver au ministère que vous êtes en mesure de financer les autres dépenses entraînées par le projet. Vous pouvez faire appel à un financement privé (collecte de fonds, dons en espèces) ou à un financement municipal (fonds recueillis sous forme d'impôts) ou encore à une combinaison des deux.

Le reste du projet peut être financé en totalité ou en partie par du travail bénévole et des dons de matériaux. Toutefois, veuillez noter que WINTARIO ne fait aucun versement de subvention qui soit supérieur aux dépenses de caisse effectuées pour le projet.

La valeur du travail bénévole et des dons de matériaux est calculée de la façon suivante: le travail bénévole fourni par une main-d'oeuvre qualifiée employée selon ses qualifications est calculé d'après les tarifs en vigueur, payables pour un travail comparable dans la région où est situé le projet. Le travail bénévole de la main-d'oeuvre non qualifiée doit être calculé d'après le salaire minimum actuel fixé par le ministère du Travail. Les honoraires professionnels se rapportant aux coûts admissibles de l'aménagement d'une installation sont calculés à leur juste valeur marchande.

Les dons de matériaux et l'utilisation de matériel de construction sont évalués à la juste valeur marchande, à condition que ces biens et services soient nécessaires.

L'objectif WINTARIO est de participer à des projets qui sont financièrement viables. En conséquence, les fonds ou l'aide

nécessaires pour terminer un projet ne devraient pas constituer une dette que le propriétaire de l'installation ne pourrait absorber dans son budget d'exploitation courant sans créer de difficultés pour l'organisation ou la collectivité.

Les requérants qui ont l'intention de financer le complément des coûts d'immobilisation en ayant recours à une hypothèque, un emprunt ou des débentures doivent prouver qu'ils sont capables de rembourser le capital et les intérêts en soumettant un budget particulier.

Étant donné que l'un des objectifs du programme est d'encourager la réduction des coûts d'exploitation et l'utilisation optimale des ressources financières locales et provinciales, les demandes concernant les projets qui peuvent être considérés comme n'étant grevés d'aucune dette et qui ne risquent pas d'avoir un effet négatif sur la viabilité de l'exploitation seront étudiées en priorité.

Les demandes soumises par les municipalités pourront être étudiées en consultation avec les bureaux locaux du ministère des Affaires municipales et du Logement, s'il convient de le faire, afin de déterminer les possibilités de financement et la disponibilité des ressources d'exploitation.

Quels sont les frais d'exploitation prévus?

Lorsque vous remplissez la formule de demande, vous devez donner des renseignements sur les frais prévus d'exploitation de l'installation et sur les sources et la disponibilité des fonds qui permettront de l'exploiter.

Quelles sont les exigences du ministère concernant les choix et l'appel d'offres?

Le ministère tient à ce que les projets subventionnés par WINTARIO présentent un rapport qualité-prix acceptable et qu'ils ne donnent pas lieu à un conflit d'intérêts. Si la subvention de votre projet est approuvée, le ministère exigera que vous preniez les moyens voulus pour obtenir des offres ou des prix concurrentiels au moment de réaliser le projet.

La préférence doit être accordée aux biens et services canadiens plutôt qu'à ceux provenant de l'étranger. Dans l'étude des soumissions, on favorisera le prix canadien dans une marge de 10 pour cent en considération de l'activité économique et du contenu canadiens. Si vous ne pouvez pas suivre cette directive, vous devez en aviser le ministère.

Exception faite de la préférence accordée à l'achat de biens et de services canadiens, le ministère s'attend à ce que l'on opte pour les prix les plus bas ou sinon que l'on fournisse une explication acceptable et il se réserve le droit de verser la subvention en fonction des prix les moins élevés. Avant de verser la subvention WINTARIO, le ministère demandera de confirmer que lesdites exigences ont été respectées, à moins qu'il n'ait déjà autorisé certaines exceptions.

Quelles sont les conditions?

Lorsque vous signez la demande de subvention d'immobilisation WINTARIO, vous acceptez les conditions suivantes:

1. Définitions:

Par “installations”, on entend le terrain et les bâtiments qui font l’objet d’une subvention d’immobilisation WINTARIO. Par “projet”, on entend l’acquisition ou l’amélioration des installations, ainsi qu’il est précisé dans la demande.

2. **Durée:**

Les présentes conditions seront en vigueur pendant 20 ans à partir de la date à laquelle la lettre d’approbation du ministre aura été rédigée.

3. **Mention:**

Le bénéficiaire doit faire mention de l’aide de WINTARIO et du ministère dans toute annonce, publicité et panneau affiché pendant la construction des installations, de même qu’au tableau des bienfaiteurs installé en permanence sur les lieux.

4. **Utilisation:**

Les subventions ne peuvent être utilisées qu’aux fins précisées dans la lettre d’approbation du ministère. Le projet ne pourra être modifié qu’après approbation écrite du ministère. Si une partie des fonds devait être utilisée à des fins autres que celles prévues ou si les conditions de l’entente n’étaient pas respectées, la subvention devra être remboursée. **TOUTE PARTIE DE LA SUBVENTION QUI N’EST PAS UTILISÉE DEMEURE LA PROPRIÉTÉ DU MINISTÈRE.**

5. **Disposition des biens**

Autorisation du ministère:

Le bénéficiaire s’engage à ne pas vendre, louer à bail ou disposer de quelque façon que ce soit des installations sans l’autorisation du ministère. Le bénéficiaire ne peut pas hypothéquer ni grever de charges les installations pour une somme supérieure à la valeur des installations moins le montant de la subvention WINTARIO, sans l’autorisation du ministère. Le bénéficiaire ne peut pas transférer la présente demande ou la subvention sans l’autorisation du ministère. Le ministère pourra assortir son autorisation de certaines conditions ou exiger le remboursement de la subvention.

6. **Remboursement de la subvention:**

Le ministère pourra aussi exiger le remboursement de la subvention dans le cas où le bénéficiaire: i) cesserait d’exploiter les installations, ii) ferait faillite ou serait dissous, iii) adopterait le statut d’association à but lucratif, iv) enfreindrait le Code des droits de la personne pendant la construction ou l’exploitation des installations, ou v) aurait sciemment fourni des renseignements erronés dans la demande.

7. **Versements à tempérament:**

La subvention sera versée en plusieurs paiements dont les montants seront établis par le ministère selon les progrès de la construction. La construction des installations

doit commencer avant la fin de l'année financière au cours de laquelle la subvention est payable, faute de quoi les autres versements pourront être annulés. Aucune subvention ne sera versée si la construction est commencée avant que le ministère n'ait accusé réception de la demande dûment remplie.

8. Accès du public:

Les installations doivent être ouvertes au public suivant un horaire raisonnable. Si le requérant a une clientèle payante, les installations doivent être ouvertes au public aux mêmes heures que pour les membres. Le requérant qui a une clientèle d'abonnés doit accepter de nouveaux membres, de même que le public intéressé à se servir des installations, et il doit l'indiquer par des affiches et des avis dans les journaux locaux.

9. Comptabilité:

Les registres comptables du bénéficiaire pourront être vérifiés en tout temps par un vérificateur du ministère ou par le vérificateur provincial. Tous les registres et les états financiers concernant la subvention devront être conservés pendant au moins trois ans. Certaines lois peuvent exiger que les registres comptables soient conservés pendant une période plus longue.

10. Assurance:

Le bénéficiaire doit assurer les installations contre les dommages matériels et détenir une assurance responsabilité au profit des tiers. Si les installations sont endommagées ou détruites, les sommes dues en vertu de l'assurance doivent servir à repayer la subvention, à moins qu'elles ne soient employées à la reconstruction des installations. En outre, le bénéficiaire devra rembourser le ministère au cas où la Couronne encourerait des dépenses par suite de réclamations d'un tiers résultant de la subvention.

11. Rapport:

Le bénéficiaire est tenu de faire rapport au ministère sur la réalisation du projet. Le rapport doit comprendre tous les renseignements exigés par le ministère. Le bénéficiaire ne sera pas admissible à d'autres subventions jusqu'à ce qu'il ait fourni un rapport satisfaisant sur les projets déjà subventionnés par le ministère.

12. Remboursement de la subvention:

S'il est exigé, le remboursement de la subvention devra être effectué par chèque établi à l'ordre du Trésorier de l'Ontario et être adressé au bureau local du ministère du Tourisme et des Loisirs.

13. Autres conditions:

Le ministère pourra poser d'autres conditions dans sa lettre d'approbation.

Bureaux du ministère du Tourisme et des Loisirs

Bureaux	Régions desservies		
495, rue Richmond, 5 ^e étage LONDON (Ontario) N6A 5A9 (519) 438-2947	Middlesex, Lambton, Elgin, Oxford et Kent	1, rue Nicholas, 11 ^e étage OTTAWA (Ontario) K1N 7B7 (613) 566-3725	Ottawa-Carleton, Renfrew, Prescott et Russell, Lanark, Stormont, Dundas et Glengarry
250, av. Windsor, 6 ^e étage WINDSOR (Ontario) N7A 1J2 (519) 256-4919	Essex	1055, rue Princess Bureau 304 KINGSTON (Ontario) K7L 5T3 (613) 547-2235	Leeds et Grenville, Frontenac, Lennox et Addington
427, 10 ^e rue HANOVER (Ontario) N4N 1P8 (519) 364-1626	Bruce, Grey, Huron et Perth	280, rue Pinnacle, bureau 3 BELLEVILLE (Ontario) K8N 3B1 (613) 968-3474	Hastings et Prince Edward
Édifice du gouvernement de l'Ontario 119 ouest, rue King, 8 ^e étage Boîte postale 2112 HAMILTON (Ontario) L8N 3Z9 (416) 521-7229	Hamilton-Wentworth, Halton et Brant	215 est, rue Oak, 2 ^e étage NORTH BAY (Ontario) P1B 1A2 (705) 474-3821	Nipissing, Parry Sound
Centre Erb, bureau 307 55 est, rue Erb WATERLOO (Ontario) N2J 4K8 (519) 886-3520	Régions de Waterloo, Wellington, et Dufferin	199, rue Larch, 4 ^e étage SUDBURY (Ontario) P3E 1C4 (705) 675-4346	Sudbury, Manitoulin et Algoma (à l'est de Iron Bridge)
71, rue King, bureau 301 ST. CATHARINES (Ontario) L2R 3H7 (416) 688-6472	Niagara et Haldimand-Norfolk	390, rue Bay, 3 ^e étage Tour Elgin SAULT-STE-MARIE (Ontario) P6A 1X2 (705) 942-3751	Algoma (à partir de Iron Bridge vers l'ouest)
700, rue Bay, 8 ^e étage TORONTO (Ontario) M7A 2R9 (416) 965-0283	Communauté urbaine de Toronto, Peel	22, rue Wilcox, 2 ^e étage TIMMINS (Ontario) P4N 3K6 (705) 267-7117	Cochrane, Temiskaming et route 101
114, rue Worsley BARRIE (Ontario) L4M 1M1 (705) 737-3301	Simcoe, Muskoka, York	1825 est, rue Arthur, 2 ^e étage THUNDER BAY (Ontario) P7E 5N7 (807) 475-1255	District de Thunder Bay
305, rue Stewart PETERBOROUGH (Ontario) K9J 3N2 (705) 748-3711	Peterborough, Haliburton, Northumberland, Victoria, Durham	479, chemin Government Boîte 3000 DRYDEN (Ontario) P8N 3B3 (807) 223-2271	Kenora, Rainy River

3 1761 115469314

